

sécurité alimentaire mondiale. Dans l'immédiat, il faut nourrir les affamés. À cette fin, le Canada consacre annuellement plus de 300 millions de dollars à l'aide alimentaire. Étant donné la conjoncture actuelle, ce chiffre augmentera vraisemblablement.

Mais il est aussi évident que nous devons encore davantage aider les pays en développement à renforcer leurs propres capacités de production afin qu'ils puissent satisfaire dans une beaucoup plus large mesure les besoins grandissants de leurs populations. C'est pourquoi le Canada a fait de l'aide dans le secteur agricole et alimentaire la principale priorité de ses programmes d'aide au développement. À plus long terme, l'augmentation de la production intérieure dans les pays en développement et la croissance économique qu'elle engendra serviront le commerce international des céréales. Et non le contraire.

Nous sommes tous conscients du rôle que les politiques nationales et commerciales des gouvernements, sans compter les conditions environnementales naturelles, ont joué dans l'évolution du secteur céréalier mondial. Il est assez paradoxal que la production excédentaire de certains pays industrialisés ait avivé la concurrence et fait chuter les prix, tandis que la faim demeure un fléau dans certaines régions du monde. Il y a également la question connexe des problèmes d'endettement des pays en développement qui empêchent ceux-ci d'acheter des denrées et d'autres articles essentiels. Nous ne pouvons non plus oublier les difficultés grandissantes de financement international auxquelles se heurtent les producteurs céréaliers.

Heureusement, l'agriculture scientifique moderne, qui puise à la technologie nouvelle, améliore la productivité et notre capacité de faire face aux caprices de la nature. Nous reconnaissons que les gouvernements doivent mettre au point des politiques appropriées pour encourager le secteur vivrier à se développer, pour faciliter la distribution et le commerce des céréales et pour assurer une plus grande sécurité alimentaire à toutes les nations. Toute nouvelle mesure visant à améliorer la coopération céréalière doit prévoir au départ les consultations voulues et la coordination des politiques nationales qui ont un impact sur cet important volet du commerce international. À cet égard, le rôle que joue le Conseil international du blé est capital.

Le Forum du centenaire, qui s'ouvrira demain, vise les objectifs suivants: aider à prévoir l'avenir et dépasser les problèmes avec lesquels les gouvernements sont